

MILK-NEWS



Chers producteurs, chers intéressés,

Le 24 février a eu lieu le lancement du lait équitable en Italie. Après le succès du projet en Autriche, en Allemagne, au Luxembourg, en Belgique ainsi que son démarrage réussi en France l'année dernière, c'est maintenant au tour des consommateurs italiens de pouvoir goûter à ce produit de première qualité. Celui-ci permet aux producteurs laitiers participant au projet d'enfin bénéficier de leur juste part aux bénéfices générés dans la chaîne alimentaire. Il s'agit donc ici d'une excellente nouvelle pour les producteurs de lait en Italie et je souhaite par la présente en faire part à tous nos amis européens de l'EMB.

Quelques mots concernant notre approche concrète : dans un premier temps, nous débutons avec environ 90.000 litres de lait UHT dans les succursales d'une grande chaîne de supermarchés dans les régions du Nord de l'Italie Lombardie, Piémont, Trentin-Haut-Adige, Émilie-Romagne et Vénétie. Dans un second temps, nous souhaitons étendre la gamme de produits au lait écrémé, au lait frais, au yaourt et au fromage. Concrètement, le lait équitable provient d'exploitations laitières de la coopérative Fattorie Padane près de Bergame. Cette coopérative réunit 59 exploitations avec une production totale de 170.000 litres de lait. Toutes les exploitations membres de la coopérative sont également membres de l'APL, l'association membre italienne de l'EMB.

Le lait équitable est le premier projet de son genre en Italie. Ce qui le distingue d'autres marques, c'est son système unique d'indication de l'origine sur base de marqueurs protéiques. Celui-ci permet de garantir aux consommateurs le plus haut niveau de sécurité du produit jamais atteint. Ce système innovant de traçabilité a été développé par l'Université de Milan, en coopération avec l'APL.

Afin de souligner la différence à d'autres produits laitiers, il s'agit de communiquer aux consommateurs un message clair : achetez le lait équitable à un prix juste et contribuez ainsi à garantir la survie des exploitations agricoles, de l'économie locale et de cette manière aussi de l'avenir de notre pays. Pour 2014, notre objectif est de vendre au minimum trois millions de litres de lait dans différentes chaînes de supermarchés et de débiter avec la vente de yaourt et de fromage.

Le projet du lait équitable en Italie doit être un succès pour que d'autres pays de l'EMB aient le courage de lancer leur propre projet. En outre, nous ne devons pas oublier que le lait équitable ne contribue pas uniquement à assurer la survie économique des producteurs du pays concerné, mais aide également le travail politique de l'EMB. En fin de compte, ce ne sont que les réalisations politiques des producteurs laitiers qui peuvent apporter une solution à long terme. Ces réalisations représentent dès lors le principal intérêt de notre travail. Des projets tels que le lait équitable ou l'étude scientifique sur le coût de la production laitière en Europe - les résultats pour la France viennent d'être présentés fin février (voir à ce sujet le communiqué de presse dans cette édition du bulletin de l'EMB) - soutiennent cet objectif de façon considérable.

Roberto Cavaliere (membre du Comité directeur de l'EMB et président de l'APL)

Coût de Production en France : Déficit net dans la filière laitière française

Le communiqué de presse suivant a été publié le 27 février 2014 à l'occasion de la présentation de l'étude sur le coût de la production laitière en France au Salon international de l'agriculture de Paris.

(Paris, le 27 février 2014) Comme l'indique une nouvelle étude scientifique consacrée à la production laitière en France, le coût de production en 2013 oscillait, dans l'ensemble, entre approximativement 40 et 45 centimes par kilo de lait. Les coûts dépassent donc nettement le prix moyen de 33,8 centimes le kilo au niveau national. Partout en France, les producteurs essuient, par conséquent, des pertes sensibles.

Cette étude lancée par l'European Milk Board (EMB) et le MEG Milch Board w.V. en collaboration avec le bureau allemand BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft – Bureau pour la sociologie agricole et agriculture) repose notamment sur des données puisées dans le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole) de la Commission européenne.

La situation déficitaire mise clairement en lumière dans l'étude préoccupe non seulement l'EMB, mais aussi ses organisations membres françaises APLI (Association des Producteurs de Lait Indépendants) et OPL (Organisation des Producteurs de Lait). Romuald Schaber, Président de l'EMB, exprime son inquiétude sans équivoque : « Malheureusement, cette étude le montre noir sur blanc : la filière laitière française se voit privée de perspectives en raison d'un prix du lait trop bas. Les éleveurs auraient besoin d'un prix à la production moyen de 45 centimes le kilo. » Selon Véronique Le Floc'h de l'OPL, les déficits chroniques ne cessent de saper la production laitière en France : « Nous l'entendons et le voyons tous les jours : partout en France, de nombreux collègues se voient obligés à abandonner la production. » Le Président de l'APLI, André Lefranc, enchérit : « Il faut mettre fin à cette mort à petit feu. Les élus doivent prendre connaissance des chiffres et passer à l'action. »

Une étude publiée l'année dernière et consacrée au marché laitier en Allemagne avait révélé le sort semblable réservé aux éleveurs de ce pays. En Allemagne aussi, les producteurs doivent opérer en déficit. Le nombre d'exploitations laitières continue de chuter et l'homogénéité géographique de la production laitière se trouve, dès lors, sérieusement menacée.

Il est prévu que des études relatives au coût de production seront également réalisées dans d'autres pays. « Nous pouvons partir du principe que ces analyses mettront, elles aussi, en exergue le large fossé qui sépare le prix du lait du coût de production », estime Romuald Schaber.

« Dans la filière laitière européenne, la question ne se pose plus de savoir *si* les éleveurs doivent essuyer des pertes chroniques ou pas, mais quelle sera l'amplitude précise de ces déficits et à quel moment un grand nombre d'exploitations laitières aura disparu », ajoute Romuald Schaber en guise de complément.

Par l'instauration d'une agence de surveillance, de telles dérives pourraient être évitées car les ajustements de l'offre sur la demande auxquels procéderait cette agence permettraient des prix rémunérateurs. « Si l'Union européenne ne souhaite pas mettre en péril et perdre ses dernières

exploitations laitières, elle doit réagir au plus vite. La solution serait d'instaurer, dans un avenir proche, cette agence de surveillance », revendique Romuald Schaber.

L'étude consacrée aux coûts de production sur le territoire français peut être consultée en ligne à l'adresse suivante : <http://www.europeanmilkboard.org/fr/couts-de-production-du-lait.html>.

Christian Schnier (EMB)

Lettre ouverte CR-OPL : le prix du lait

L'OPL, l'une des deux organisations membres françaises de l'EMB, a publié la suivante lettre ouverte adressée au ministre français de l'agriculture :

Les négociations commerciales entre les industriels laitiers et les distributeurs battent leur plein et le Président de Système U, Serge Papin, vient d'annoncer que le niveau de prix du lait négocié se situerait autour de 32 cts/L.

Un tel niveau de prix serait, une fois de plus, destructeur. La Coordination Rurale et l'OPL, avec l'aide des références de l'Observatoire des prix et des marges et des différents organismes économiques agricoles, **évaluent** le prix du lait à un niveau supérieur à 40cts/L pour les producteurs français, comme c'est le cas dans la majorité des pays de l'Union européenne.

Il faut changer la donne !

Pour la CR et l'OPL, il est urgent de changer les modes de calcul de rémunération des matières premières, au niveau des producteurs, qui ont cours en France, et dont les éleveurs laitiers sont la variable d'ajustement. Aujourd'hui, l'industrie et la grande et moyenne distribution préservent voire augmentent leurs marges, cela aboutissant à laminer notre potentiel de production avec des conséquences dramatiques sur les plans humain, économique, social et environnemental.

L'Etat est directement responsable de cette situation

Le « tunnel de prix » avec l'Allemagne ainsi que le double prix coopératif provoquent la concurrence entre producteurs européens. Orchestrée par l'industrie, la dérégulation de la production et du marché laitier montre ses limites. La France qui, plutôt qu'organiser à long terme une production de lait sur l'ensemble du territoire, comme le préconisent les différents plans de compétitivité et autres, déroule le tapis rouge au modèle « 1000 vaches ». L'État a une responsabilité directe dans la situation de désespoir des agriculteurs qui se traduit par des abandons de production, des faillites et, plus grave encore, par des taux de « burn out » et de suicides scandaleusement élevés.

Le gouvernement doit agir

La CR et l'OPL vous demandent instamment, Messieurs les Ministres, d'œuvrer ensemble pour le redressement productif de l'agriculture française, base sur laquelle repose le colosse de notre industrie qu'est l'agroalimentaire. Le gouvernement doit reconsidérer la Loi de Modernisation de l'Économie en matière de seuil de revente à perte (SRP), intégrer la notion de prix d'achat ne pouvant descendre en dessous du coût moyen de production et ainsi prendre en compte durablement les contraintes de chaque acteur.

Il serait bien sûr intolérable qu'un des buts inavoués de l'actuelle négociation entre industriels et distributeurs soit de faire des producteurs de lait, la « chair à canons » empêchant tout début d'inflation résultant notamment de la hausse récente de la TVA.

Véronique Le Floc'h (Présidente de l'OPL)

Nouvelle étude sur la situation du secteur laitier en Hongrie

L'« Organisation interprofessionnelle du lait et Dairy Board hongrois » a publié une étude sur « La situation du secteur laitier hongrois dans le contexte des conflits et développements actuels concernant l'exercice budgétaire 2014-2020 ».

Les résultats de l'étude montrent que tel que dans le secteur laitier d'autres États membres de l'UE, les secteurs hongrois de la production, de la transformation et de la distribution se trouvent dans une « situation d'urgence », car ils sont contraints à prendre des décisions concernant leur existence et l'avenir du secteur laitier. Conformément à la dernière réforme de la PAC, le régime des quotas laitiers prendra fin le 31 mars 2015, les mécanismes de soutien et de régulation du marché seront modifiés et de nouvelles priorités pour le développement rural seront d'application.

En conséquence, la priorité du secteur laitier en Hongrie est à présent de réagir à la réforme de la PAC et du budget et de se préparer à la période de l'après quotas. Pour cette raison, le Dairy Board a lancé une étude approfondie, poursuivant les objectifs suivants :

- révéler la situation réelle du secteur laitier hongrois dans l'UE et dans la région de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est
- définir le potentiel qui servira de base pour développer le secteur laitier
- proposer des mesures concrètes afin que la Hongrie puisse bénéficier de la réforme du secteur laitier.

La Hongrie a de bonnes raisons de s'inquiéter de la concurrence accrue, vu la tendance négative que connaît le secteur laitier hongrois depuis l'adhésion du pays à l'UE et vu sa situation actuelle.

La production laitière en Hongrie est en diminution : entre 1986 et 1990 la production annuelle s'élevait encore à 2,75 milliards de litres et entre 2001 et 2005 elle atteignait encore près de 2 milliards de litres par an. L'année passée, la production annuelle n'était cependant plus que de 1,6-1,7 milliards de litres. Cette évolution a marqué le secteur, bien que les produits laitiers hongrois répondent aux plus hautes normes internationales (notamment en matière de génétique et de rendement).

La consommation de lait et de produits laitiers par habitant (en équivalent laitier) est également en diminution, en corrélation avec la consommation conseillée de 260-270 kg/habitant/an et le niveau le plus haut atteint en Hongrie en 1987 qui était de 200 kg/habitant. Aujourd'hui, la consommation de lait et de produits laitiers en Hongrie est de 160-165 kg/habitant/an.

La Hongrie est un pays exportateur net de lait cru et devient un importateur net de produits laitiers transformés. Cependant, en équivalent lait, la Hongrie exporte environ la même quantité de lait (environ 600.000 tonnes) qu'elle importe (extra- et intra-communautaire).

De plus, les objectifs professionnels ont été défini comme suit :

- l'élaboration d'un système de soutien à la production laitière, tant au niveau européen que national
- faire de la production laitière en Hongrie la base de connaissance et de savoir-faire pionnière pour les pays de l'Europe de l'Est

- la réduction de l'empreinte carbone du secteur laitier hongrois à un des niveaux les plus bas en Europe
- l'organisation des acteurs du marché de façon à permettre une gestion indépendante du marché.

Selon les attentes actuelles, les développements dans le secteur laitier et l'évolution de celui-ci devraient faire en sorte que du lait et des produits laitiers sains puissent être produits avec moins d'énergie, d'eau et de fourrages et en respectant davantage l'environnement. Par conséquent, d'ici 2020, la situation en Hongrie devrait évoluer comme suit :

- la production annuelle de lait cru devrait atteindre 2 à 2,2 millions de tonnes
- la consommation de lait et de produits laitiers par habitant devrait augmenter à un niveau d'environ 200 kg
- les exportations de produits laitiers transformés en Hongrie devraient augmenter de 200.000 tonnes
- dans le commerce de détail, la part de produits laitiers importés devrait tomber en deçà de 20%.

L'étude est disponible en hongrois à la page suivante :

<http://tejtermek.hu/attachments/article/285/TANULMÁNY.pdf>

L'Organisation interprofessionnelle du lait et Dairy Board hongrois (fondée en 1992) est la première et la seule interprofession reconnue du secteur laitier hongrois. L'affiliation à l'interprofession est volontaire. Elle représente plus de 70% du secteur de la production et 90% de celui de la transformation, mais compte également des membres issus du secteur de la distribution ainsi que d'autres groupes d'intérêt de la filière laitière. Depuis ses plus 20 ans d'existence, l'Organisation interprofessionnelle du lait et Dairy Board hongrois est devenue l'organisation professionnelle prédominante du secteur laitier hongrois.

Zoltan Harcz (Organisation interprofessionnelle du lait et Dairy Board hongrois)

Vif intérêt pour la commission internationale de regroupement à Karow

Le communiqué de presse suivant a été publié à l'occasion du Milchbauerntag 2014 le 25 février 2014 à Karow, Allemagne.

(Karow, le 25 février 2014) Aujourd'hui, à l'occasion de l'édition 2014 du Milchbauerntag à Karow, l'alliance internationale pour le regroupement des producteurs de lait fut présentée aux éleveurs laitiers allemands. Fondée en août 2012, cette alliance a pour mission de positionner les producteurs sur la scène internationale. Le MEG Milch Board w.V. allemand, l'Office du Lait français ainsi que le groupement d'intérêt belge MIG ont joint leurs forces au sein de cette commission internationale de regroupement. Il ne s'agit pas seulement de livrer le lait, il doit aussi faire l'objet de négociations avec les laiteries. Cette approche ne peut fonctionner que si des avancées sont accomplies vers un regroupement du lait, à savoir un ralliement de nombreux producteurs sous une seule bannière lors des négociations. Le paquet laitier européen autorise la création d'organisations qui n'opèrent pas seulement dans un périmètre national mais franchissent également les frontières pour négocier au

nom des producteurs de lait. A l'heure de la mondialisation et de ses effets tels que le rapprochement des grands groupes laitiers internationaux, le regroupement des éleveurs gagne en importance. Le déséquilibre entre les laiteries et les producteurs individuels doit être comblé dans l'intérêt d'un bon fonctionnement du mécanisme de concurrence.

Par conséquent, l'alliance poursuit les objectifs suivants:

- Mutualisation des informations concernant les conditions et les coûts de production et les prix payés aux producteurs
- Appuis solidaires lors de la création de groupements de producteurs dans les différents pays
- Création d'organisations faïtières transnationales

L'administrateur délégué du MEG Milch Board, Rainer v. Hößlin, mit en perspective la portée de l'alliance pour les agriculteurs allemands. « Sur un marché du lait en pleine internationalisation, vous ne pourrez à long terme survivre à la concurrence si vous ne vous regroupez qu'au niveau national. » Paul de Montvalon de l'Office du Lait exposa la situation française où la contractualisation est une prescription légale. « Dans le cadre de tels contrats d'achat du lait, un contenu minimal doit cependant être déterminé dans le sens d'une régulation tarifaire à force obligatoire. » Pour atteindre cet objectif, il conviendrait, selon Paul de Montvalon, de renforcer la position des producteurs sur le marché. La commission internationale pour le regroupement pourrait ainsi relayer et appuyer, tant au niveau national qu'à l'échelon international, les revendications des groupements de producteurs laitiers.

Christian Schnier (EMB)

Calendrier EMB

Ci-dessous vous trouverez un aperçu des principales réunions du Comité directeur de l'EMB au mois de mars 2014 :

- le 5 mars : Réunion du Comité directeur à Bruxelles
- le 6 mars : Réunion du Groupe consultatif sur le lait de la Commission européenne à Bruxelles
- le 13 mars : Réunion du Groupe consultatif sur les aspects internationaux de la PAC organisée par la Commission européenne à Bruxelles
- le 13 mars : Événement sur le TTIP (accord de libre-échange avec les USA) à Bruxelles

Contact :

EMB – European Milk Board, Office
Rue du Commerce 124, 1000 Bruxelles, Belgique
Tel.: +32 – (0)2 808 – 1935
Fax: +32 – (0)2 808 – 8265
office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org